

MINUTES

September 23, 2020 – 10:00 a.m.
Via Microsoft Teams

UNION:

Acting Co-Chair, Heather Petrie,
OPSEU Staff Negotiator
Doreen Follett (Algonquin)
Gina Ierullo (Seneca)
Denis Martinez (Seneca)

MANAGEMENT:

Co-Chair, Pascal Bessette (La Cité)
Christine Blake (Seneca)
David Coward (Georgian)
Rick Webb (Sault)
Trish Appleyard (CEC)
Graham Lloyd (CEC)
Peter McKeracher (CEC)
Cathy Viviano (CEC)

REGRETS:

Duncan McFarlane (Algonquin)
Susan Stuart (Durham)
Kim Watkins (Mohawk)

The Union chaired the meeting.

1. AGENDA

One item was added to the Agenda
- 2 Days Paid Leave for Testing

2. APPROVAL OF THE PREVIOUS MINUTES

The parties will arrange to e-sign the translated minutes of January 10, 2020. The June 24, 2020 minutes were approved for translation.

3. BUSINESS ARISING

a) Scheduling of Hours

Due to the pandemic, the Union requested this item be deferred.

Action: OPSEU

PROCÈS-VERBAL

Le 23 septembre 2020, 10 h
Via Microsoft Teams

SYNDICAT :

Heather Petrie, coprésidente par intérim
Négociatrice du SEFPO
Doreen Follett (Algonquin)
Gina Ierullo (Seneca)
Denis Martinez (Seneca)

EMPLOYEUR :

Pascal Bessette (La Cité), coprésident
Christine Blake (Seneca)
David Coward (Georgian)
Rick Webb (Sault)
Trish Appleyard (CEC)
Graham Lloyd (CEC)
Peter McKeracher (CEC)
Cathy Viviano (CEC)

ABSENCES :

Duncan McFarlane (Algonquin)
Susan Stuart (Durham)
Kim Watkins (Mohawk)

La partie syndicale préside la réunion.

1. ORDRE DU JOUR

Le point suivant est ajouté à l'ordre du jour :
- Deux jours de congé payé pour le dépistage

2. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION PRÉCÉDENTE

Les parties prendront des dispositions afin de signer électroniquement le procès-verbal traduit de la réunion du 10 janvier 2020. Le procès-verbal de la réunion du 24 juin 2020 est approuvé aux fins de traduction.

3. AFFAIRES DÉCOULANT DU COMPTE RENDU

a) Établissement des horaires

En raison de la pandémie, la partie syndicale demande de reporter la discussion de ce point.

Suivi : SEFPO

b) Students in RPT Positions

The Union reported they have requested information from their local presidents and asked that this item be deferred.

Action: OPSEU

c) Graduate Students

Management reported they do not have any examples of a situation where a student's contract has gone beyond their graduation date. The Union's position is that the contract should conclude at end of the semester before graduation and if the work is continuing, the graduate student should be replaced with a new person. Management replied that there are mechanisms in the agreement to address this situation. The parties will continue to discuss. The Union will try to bring forward examples.

Action: OPSEU/CEC

d) Appendix 3 - Temporary and Casual

The Union is reviewing Management's draft Appendix 3 proposal that splits the Appendix into 2 parts to create more clarity.

Action: OPSEU

e) Shift Premiums

Further to the Union's inquiry regarding miscalculation of Shift Premiums, Management reported that the college in question contacted the local Union President. The Union will follow up with the local President.

Action: OPSEU

f) Employee Lists

Management reported they are following up with the colleges that have not yet submitted their June employee lists. The Union asked if they can receive the seniority lists centrally. Management replied that they have not been collecting them centrally, but will consider the Union's request.

Action: CEC

g) Definitions

The parties continued to discuss their differing views on the definition of a Less Than 12 Month RPT. The Union asked if there is any jurisprudence regarding part-time definitions. Management replied that hearings have been postponed due to COVID-19 so no decisions have been issued. The Union stated they

b) Étudiants occupant des postes PRTP

La partie syndicale dit qu'elle a demandé des informations aux présidents de ses sections locales et elle demande de reporter la discussion de ce point.

Suivi : SEFPO

c) Diplômés

La partie patronale dit ne pas avoir d'exemples de situations qui indiqueraient que le contrat d'un étudiant s'est prolongé au-delà de la date d'obtention du diplôme. Selon la partie syndicale, le contrat d'un étudiant devrait se terminer à la fin du semestre précédant l'obtention du diplôme, et que si l'emploi devait se poursuivre, l'étudiant diplômé devrait être remplacé par une nouvelle personne. La partie patronale répond que la convention collective comprend des mécanismes permettant de gérer ces situations. Les parties poursuivront leurs pourparlers. La partie syndicale tentera de fournir des exemples.

Suivi : SEFPO/CEC

d) Annexe 3 – Personnel temporaire et occasionnel

La partie syndicale examine l'ébauche d'une proposition patronale visant à diviser l'annexe 3 en deux parties afin d'y apporter des précisions.

Suivi : SEFPO

e) Primes de quart

En réponse à la question de la partie syndicale concernant l'erreur qui s'est produite dans le calcul des primes de quart, la partie patronale indique que le collège en question a communiqué avec le président de la section locale. La partie syndicale assurera un suivi auprès du président de la section locale.

Suivi : SEFPO

f) Listes du personnel

La partie patronale indique qu'elle assure un suivi auprès des collèges qui n'ont pas envoyé leur liste du personnel du mois de juin. La partie syndicale demande si elle pourrait obtenir les listes d'ancienneté de façon centralisée. La partie patronale répond qu'elle n'a pas recueilli ces listes de façon centralisée mais qu'elle examinera la demande syndicale.

Suivi : CEC

g) Définitions

Les parties continuent de parler de leurs points de vue divergents au sujet de la définition des PRTP de moins de 12 mois. La partie syndicale demande s'il existe de la jurisprudence concernant les définitions de temps-partiels. La partie patronale répond que les arbitrages ont été reportés en raison de la COVID-19 et que, par conséquent, aucune décision n'a été rendue. La partie

believe some employees are not categorized correctly. The parties will continue to discuss.

Action: OPSEU/CEC

h) Release Time for EERC Members

The Union raised the issue of when a PT EERC meeting occurs and a Union member is not scheduled to work, the Union member is not being compensated for attendance at the meeting. Management replied that the premise in bargaining was that there would be no loss of income if the meeting occurs when the member is scheduled to work.

i) COVID-19 System Update

The Union requested confirmation that if a Less Than 12 Month RPT is laid off after the normal summer lay off period, the recall period would begin after the summer lay off. Management confirmed that is correct.

Management reported that fall semester start-up went well. The summer pilot program provided an opportunity for colleges to address any potential issues. Most programs are online so there is minimal activity on campus. Access to campuses is controlled and limited to essential workers and those that need to be on site for hands-on learning. Mandatory COVID-19 screening is required to gain access to college campuses. Colleges are complying with local health authority requirements in order to provide a safe workplace. System-wide domestic enrolment is steady but international enrolment has decreased.

j) Preparation for Bargaining

The Union asked what the current staffing numbers are in the part-time bargaining unit after layoffs occurred because of the pandemic. Management replied that the numbers have fluctuated and some employees have now been recalled. Management is in the process of gathering current 2020 part-time staffing data and will forward to the Union as soon as possible.

ACTION: CEC

4. NEW BUSINESS

a) Two Days Paid Leave for Testing

syndicale croit que certains employés n'ont pas été classés correctement. Les parties poursuivront leurs pourparlers.

Suivi : SEFPO/CEC

h) Libération syndicale pour les membres du CRPE

La partie syndicale soulève le fait que si une réunion du CRPE à temps partiel a lieu en dehors des heures de travail d'un membre syndical, ce dernier ne sera pas rémunéré pour sa participation à la réunion. La partie patronale répond que la prémisses lors des négociations était qu'un membre qui participerait à une réunion pendant ses heures de travail ne subirait aucune perte de salaire.

i) Mise à jour sur la COVID-19

La partie syndicale demande qu'on lui confirme que la période de rappel, d'un membre du PRTP de moins de 12 mois qui a été mis à pied après la fin de la période régulière de mise à pied estivale, commencera après la période de mise à pied estivale. L'employeur confirme que c'est le cas.

La partie patronale indique que le début du semestre s'est bien déroulé. Le projet pilote de cet été a permis aux collèges de régler tout problème potentiel. La plupart des programmes sont offerts en ligne et il y a donc peu d'activités sur les campus. L'accès aux campus est contrôlé et limité aux travailleurs essentiels et aux personnes qui doivent être sur place pour des activités d'apprentissage pratique. Un test de dépistage de la COVID-19 est obligatoire pour se rendre sur le campus d'un collège. Les collèges respectent les exigences des autorités sanitaires locales afin d'offrir un milieu de travail sécuritaire. Dans l'ensemble, le nombre d'inscriptions d'étudiants locaux demeure stable mais celui des étudiants étrangers a diminué.

j) Préparation à la négociation

La partie syndicale demande quels sont les effectifs actuels de l'unité de négociation du personnel à temps partiel suite aux mises à pied découlant de la pandémie. La partie patronale indique que les chiffres ont fluctué et que certains employés ont été rappelés. La partie patronale est en train de recueillir des données actualisées 2020 sur les effectifs à temps partiel et elle acheminera ces données à la partie patronale dès que possible.

Suivi : CEC

4. AFFAIRES NOUVELLES


b) Deux jours de congé payé pour le dépistage

The Union requested clarification on the process discussed with DivEx regarding the two day paid leave available to Part-Time Support Staff to obtain a COVID-19 Test. Management explained that this leave is designed to protect everyone from a risk of exposure in the workplace. The leave is available to Part-Time Support Staff that are not able to work from home and have a legitimate reason to believe they require a COVID-19 test. They can receive up to two paid days leave for work hours that they miss for the purpose of getting the test. If they are not scheduled to work while waiting for the test results, there will be no paid leave days. The employee must provide proof of a negative test before they can return to work. This leave may be granted twice until December 31, 2020. Management will forward a copy of the process to the Union.


ACTION: CEC

5. NEXT MEETING

November 25, 2020


Dale Gartshore (Nov 9, 2022 18:39 EST)

For the Union


Pascal Bessette (Nov 9, 2022 21:30 EST)

For Management

Nov 9, 2022

Date

Le syndicat demande des précisions sur le processus qui a été discuté avec l'Exécutif divisionnaire concernant les deux jours de congé payé dont les employés de soutien à temps partiel peuvent se prévaloir pour passer un test de dépistage de la COVID-19. L'employeur explique que ce congé a été conçu pour protéger tout le monde contre la transmission du virus en milieu de travail. Les employés de soutien à temps partiel peuvent se prévaloir de ce congé s'ils ne peuvent pas travailler à partir de la maison et s'ils croient, pour des raisons légitimes, devoir se soumettre à un test de dépistage de la COVID-19. Ils peuvent recevoir jusqu'à concurrence de deux jours de congé qui sera payé en fonction des heures de travail pendant lesquelles ils ont dû s'absenter pour obtenir le test. S'ils ne sont pas censés travailler pendant la période d'attente des résultats, ils n'auront pas droit aux jours de congés payés. L'employé est tenu de fournir la preuve d'un résultat de test négatif avant de pouvoir retourner au travail. Ce congé peut être accordé à deux reprises d'ici le 31 décembre 2020. L'employeur acheminera un exemplaire du processus à la partie syndicale.

Suivi : CEC

5. PROCHAINES RÉUNIONS

Le 25 novembre 2020












2020-09-23 Final PT EERC Minutes

Final Audit Report

2022-11-10

Created:	2022-10-31
By:	Cathy Viviano (cathy.viviano@thecouncil.ca)
Status:	Signed
Transaction ID:	CBJCHBCAABAA-yaBByvOXv-Hgid6hN7hN48RV4HnXG3I

"2020-09-23 Final PT EERC Minutes" History

-  Document created by Cathy Viviano (cathy.viviano@thecouncil.ca)
2022-10-31 - 6:13:57 PM GMT- IP address: 24.150.216.82
-  Document emailed to doogietj@live.ca for signature
2022-10-31 - 6:15:19 PM GMT
-  Email viewed by doogietj@live.ca
2022-11-09 - 11:32:56 PM GMT- IP address: 72.39.132.145
-  New document URL requested by doogietj@live.ca
2022-11-09 - 11:32:59 PM GMT- IP address: 72.39.132.145
-  Signer doogietj@live.ca entered name at signing as Dale Gartshore
2022-11-09 - 11:39:04 PM GMT- IP address: 72.39.132.145
-  Document e-signed by Dale Gartshore (doogietj@live.ca)
Signature Date: 2022-11-09 - 11:39:06 PM GMT - Time Source: server- IP address: 72.39.132.145
-  Document emailed to pbesse@lacitec.on.ca for signature
2022-11-09 - 11:39:07 PM GMT
-  Email viewed by pbesse@lacitec.on.ca
2022-11-10 - 2:30:25 AM GMT- IP address: 104.47.75.190
-  Signer pbesse@lacitec.on.ca entered name at signing as Pascal Bessette
2022-11-10 - 2:30:42 AM GMT- IP address: 174.115.120.153
-  Document e-signed by Pascal Bessette (pbesse@lacitec.on.ca)
Signature Date: 2022-11-10 - 2:30:44 AM GMT - Time Source: server- IP address: 174.115.120.153
-  Agreement completed.
2022-11-10 - 2:30:44 AM GMT